



**Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université Paris Cité**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**MARCHE N° 2026 033 DENT 003**

**PRESTATIONS DE BIONETTOYAGE DES SURFACES, DES GAINES ET DESINFECTION DES RESEAUX D'EAU LES HOPITAUX BICHAT,  
BEAUJON ET LOUIS MOURIER**

**Pouvoir adjudicateur :** Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

**Représenté par :** Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de Paris

**Lieux d'exécution**

Hôpital Bichat 46 rue Henri Huchard 75 018 PARIS	Hôpital Beaujon 100 bd General Leclerc 92 110 CLICHY	Hôpital Louis Mourier 178 rue de Renouilles 92 700 COLOMBES
--	--	---

## Table des matières

Article 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHE .....	3
1.1 Objet .....	3
1.2 Type et montant.....	3
1.3 Durée .....	3
Article 2 : <i>DECOMPOSITION</i> ET FORME DU MARCHE.....	3
2.1 Allotissement .....	3
2.2. Tranches optionnelles .....	3
Article 3 : PIECES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS .....	4
3.1. Pièces contractuelles.....	4
3.2. Certificats.....	4
ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE .....	4
4.1 Cotraitance .....	4
4.2 Sous-traitance .....	4
Article 5 : Exécution et réception des prestations .....	5
5.1 Exécution des prestations.....	5
5.2 Admission des prestations .....	6
Article 6 : CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHE .....	7
6.1 Contrôle.....	7
6.2 Suivi de l'accord-cadre .....	7
6.3 Modifications de l'accord-cadre - clause de réexamen .....	7
Article 7 : Modalités de détermination et de variation des prix .....	8
7.1. Composition des prix .....	8
7.2. Variation des prix.....	8
7.3. Régime des taxes .....	8
ARTICLE 8 : AVANCE – FACTURATION - PAIEMENT .....	8
8.1. Avance .....	8
8.2. Facturation .....	9
8.3 Paiement.....	9
Article 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
9.1 Secret professionnel .....	10
9.2 Accès aux établissements – Identification.....	11
9.3 Grèves.....	11
9.4 ASSURANCES .....	11
Article 10 : Pénalités, résiliation - litiges.....	12
10.1. Pénalités de retard .....	12
10.2 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé et non- production des attestations fiscales et sociales .....	12
10.3 Résiliation .....	12
ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE – LITIGES .....	13
ARTICLE 12 : DEROGATIONS .....	13

## Article 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ

### 1.1 Objet

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet l'exécution de prestations de bionettoyage des surfaces, des gaines de ventilation et des réseaux d'eau des zones ZAC (Zone à Atmosphère Contrôlée) des hôpitaux Bichat, Beaujon et Louis Mourier.

Les prestations concernent l'ensemble des locaux rattachés aux PUI de l'hôpital BICHAT, BEAUJON et de l'hôpital LOUIS MOURIER présentant une zone à atmosphère contrôlée.

La liste des locaux concernés est détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Devront être étudiés dans cette prestation de bionettoyage (surfaces, gaines de ventilation, réseaux d'eau), les systèmes critiques liés aux installations techniques et aux utilités des unités de traitement d'air et les systèmes aérauliques.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2124-2-1°, R2131-16-1°, R2124-2-1°, R2161-3-2° et R2161-5 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché formalisé passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché prendra par ailleurs la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à 6 et R2162-13 à 14 du code de la commande publique).

Le montant maximum de dépenses couvertes par bons de commande est fixé à 370 000 € HT sur la durée globale de l'accord-cadre (absence de montant minimum).

Les modalités d'émission des bons de commande sont précisées à l'article 5.1 du présent CCAP.

### 1.3 Durée

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée ferme de 4 ans.

## Article 2 : *DECOMPOSITION* ET FORME DU MARCHÉ

### 2.1 Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique. Les prestations ne peuvent être alloties car la dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 2.2. Tranches optionnelles

Le marché ne comporte pas de tranche.

## Article 3 : PIECES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS

### 3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière relative au bordereau des prix unitaires (BPU) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le plan des hôpitaux,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci ;
- Le plan de prévention des risques ;
- Tout document déposé avec l'offre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels.

### 3.2. Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

## ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

### 4.1 Cotraitance

La situation des cotraitants est régie par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 - 46 à -53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

### 4.2 Sous-traitance

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une sous-traitance sous condition que le(s) sous-traitant(s) satisfasse(nt) à toutes les obligations et prescriptions émises à l'attention du titulaire dans le présent CCAP. Le titulaire reste l'unique responsable de la bonne exécution du marché et doit démontrer que son organisation lui permet d'assurer en permanence la maîtrise et l'habilitation du (des) sous-traitant(s). En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles R 2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, pour s'adjoindre des compétences nécessaires à la bonne exécution de ses missions, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En tout état de cause, en cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers le Pouvoir Adjudicateur.

#### 4.2.1 – Dispositions générales

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir dans l'exécution des prestations que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au C.S.P.S., lorsque celui-ci est exigé par la loi, un P.P.S.P.S., conformément à l'article L4532-9 du code du travail.

L'exécution des prestations par le sous-traitant n'interviendra qu'après l'inspection commune effectuée avec le coordinateur SPS.

Il est entendu que certaines tâches ne pourront néanmoins pas être sous-traitées dans le cadre du présent marché.

Pour mémoire, sont notamment concernées les prestations de pose et de dépose d'échafaudages, qui ne pourront en aucun cas donner lieu à l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance, et restent de la responsabilité exclusive du titulaire.

En tout état de cause, en cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du présent marché envers l'APHP.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, le représentant de l'hôpital notifiera, après signature, l'exemplaire de l'acte spécial.

Dès réception de la notification de l'agrément, le titulaire s'engage à faire connaître le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant direct et agréer leur condition de paiement.

Le sous-traitant de premier rang devra produire la caution conformément à la loi de 1975. Aucune demande de délégation de paiement ne sera acceptée par l'APHP.

#### 4.2.2 – Modalités de présentation d'une demande d'acceptation et d'agrément de sous-traitance

Les demandes d'acceptation et d'agrément de sous-traitance formulées en cours d'exécution du marché seront adressées à l'APHP par le titulaire.

La déclaration de sous-traitance, qui sera dûment complétée et signée, devra en outre, pour être complet, être accompagné de toutes les pièces justificatives.

## Article 5 : Exécution et réception des prestations

### 5.1 Exécution des prestations

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur, notamment pour ce qui concerne les délais (d'intervention, de remises de devis, ...) les durées et périmètre des garanties, les outils de suivi de la prestation.

Seuls les bons de commande / ordres de service prévisionnels signés par le représentant dûment habilité et notifiés au titulaire devront être honorés.

Tout bon de commande / ordre de service prévisionnel (quantité, qualité) peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 72 heures. Aucune indemnité ne pourra être demandée par le titulaire en cas d'annulation d'un bon de commande.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- La nature des prestations à réaliser ;
- Le prix de la prestation à réaliser au bordereau des prix unitaires ;
- Les modalités de réalisation (lieux, horaires, contraintes, ...)
- Les dates de réalisation et de réception de la prestation ;
- La référence du marché.

Les prestations « hors bordereau des prix unitaires » en lien avec l'objet de l'accord-cadre feront l'objet de bons de commande spécifiques après remise d'un devis dans le respect des modalités fixées à cet effet par le CCTP. Le recours à ces prestations demeure exceptionnel.

### Transmission de documents

Le titulaire devra remettre les documents suivants, dans les délais mentionnés sous peine d'application de pénalités :

Documents	Délais max
Devis	3 jours à compter de l'envoi de la demande
Rapport d'intervention	✓ Définitif : 10 jours ouvrés à compter de la réalisation

## 5.2 Admission des prestations

### 5.2.1 Modalités de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession conformément aux stipulations du CCTP.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission se matérialise par :

- la signature du rapport de qualification et celui des rapports d'intervention et prend effet quinze jours après son édition à condition que le représentant du pouvoir adjudicateur n'ait pas émis de réserve durant ce laps de temps.

### 5.2.2 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérifications, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Admission
- Ajournement,
- Réfaction,
- Rejet.

La réception des prestations sera prononcée par la personne habilitée qui établira un procès-verbal de réception des prestations ou document équivalent.

## Article 6 : CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHÉ

### 6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

### 6.2 Suivi de l'accord-cadre

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG FCS) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

### 6.3 Modifications de l'accord-cadre - clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au bordereau des prix unitaires,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché,
- Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre a été atteint, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le montant maximum de l'accord-cadre dans la limite de 30 % du montant maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

## Article 7 : Modalités de détermination et de variation des prix

Les prestations seront réglées par application de prix unitaires appliqués aux services et quantités réellement exécutées.

### 7.1. Composition des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ils sont déterminés à partir du bordereau de prix unitaires, sur la base des prix unitaires et des quantités réellement exécutées. Un devis préalable détaillé est établi par le titulaire et présenté au représentant du pouvoir adjudicateur pour acceptation.

### 7.2. Variation des prix

Les prix sont fermes la première année puis révisibles annuellement dans les conditions suivantes :

- Les prestations sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché (le mois à considérer étant le mois Mo précisé à l'Acte d'engagement). La formule de révision est établie à partir de l'indice ICHT-rév TS (identifiant 001565183) selon la règle suivante :

$$P = P_o \times (0,2 + 0,8 (x / x_o))$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

Po = prix initial du marché

Xo = valeur de l'indice connu au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement

X = valeur connue du même indice à la date anniversaire du mois Mo.

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

#### Clause butoir :

La révision de prix est néanmoins assortie d'une clause de butoir fixée à 9% pour la durée de l'accord-cadre.

### 7.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

## ARTICLE 8 : AVANCE – FACTURATION - PAIEMENT

### 8.1. Avance

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

Conformément au code de la commande publique, le titulaire peut demander le versement d'une avance dont l'étendue est définie aux articles R2191-7 et-9 et R2193-10 à -21 dudit code.



Le taux de l'avance est fixé à 5% conformément à l'option B du CCAG-FCS.

Le titulaire pourra demander une avance pour tout bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois.

Le versement de l'avance n'est pas soumis à la présentation d'une garantie.

## 8.2. Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Il convient de préciser que le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément à l'article 4-I décret n°2016-1478.

La partie à bons de commande sera rémunérée à réception de chacune des prestations faisant l'objet d'un bon de commande. Dans ce dernier cas, le titulaire joindra à sa facture les éléments de preuve du service fait (bon d'intervention) dûment contre-signé par un représentant du service.

### Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant hors taxes de la prestation ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des prestations exécutées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande / ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande ;
- Le numéro de marché ;
- Une copie du bon d'intervention contresigné ou une preuve de validation du rapport de qualification ;
- La date de facturation
- La formule de révision des prix, si ces derniers ont été révisés

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

## 8.3 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation le cas échéant.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

## Article 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 9.1 Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

## 9.2 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

## 9.3 Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

## 9.4 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter pendant toute la durée d'exécution du marché les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la lettre de commande, du bon de commande ou du devis validé et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il s'engage à renouveler la transmission de ces documents tous les ans, si la durée d'exécution des prestations est supérieure à une année.

Le titulaire doit justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité civile au titre du marché :

- pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

- pour pertes et dommages causés aux tiers, du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

En outre, le Titulaire est tenu d'informer l'AP-HP de toute modification relative à son assurance (résiliation, changement de compagnie), dans les jours suivant sa décision.

## Article 10 : Pénalités, résiliation - litiges

Les modalités d'application des pénalités du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

Ces pénalités sont déterminées forfaitairement (en €), le cas échéant par jour de retard, et ne sont pas soumises à l'obligation de mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000 €.

Par dérogation à l'article 14.1.4 du CCAG-FCS, le montant des pénalités calculées par jour calendaire de retard est plafonné au montant du bon de commande.

### 10.1. Pénalités de retard

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes au titulaire dès lors que ce dernier ne respecte pas ses engagements :

- 50 Euros de pénalités par jour de retard dans la fourniture des devis et dans la fourniture du rapport d'intervention (rapport définitif et rapport provisoire),
- Autres retards : Une pénalité de 500 € par jour de retard pourra être appliquée pour tout autre retard d'intervention suivant le planning validé par hôpital et le titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du marché.

### 10.2 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé et non-production des attestations fiscales et sociales

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le RPA constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, le RPA peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception ;

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production des attestations fiscales et sociales (article 3.2 du présent document), le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 100 € par jour de retard.

### 10.3 Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives particuliers ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse.

Le marché sera résilié sans indemnité pour faute du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R 2143-1 à 12, et ce sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

#### EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE – LITIGES

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont rédigées en français.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Paris, dans le ressort duquel est domicilié l'APHP.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

## ARTICLE 12 : DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS de 2021 :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 1.3	Article 13.1	Durée du marché
Article 3.1	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 5.2.1	Article 30.1	Admission
Article 10.1	Article 14	Pénalités
Article 10.3	Article 42	Absence d'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement à l'accord-cadre.